



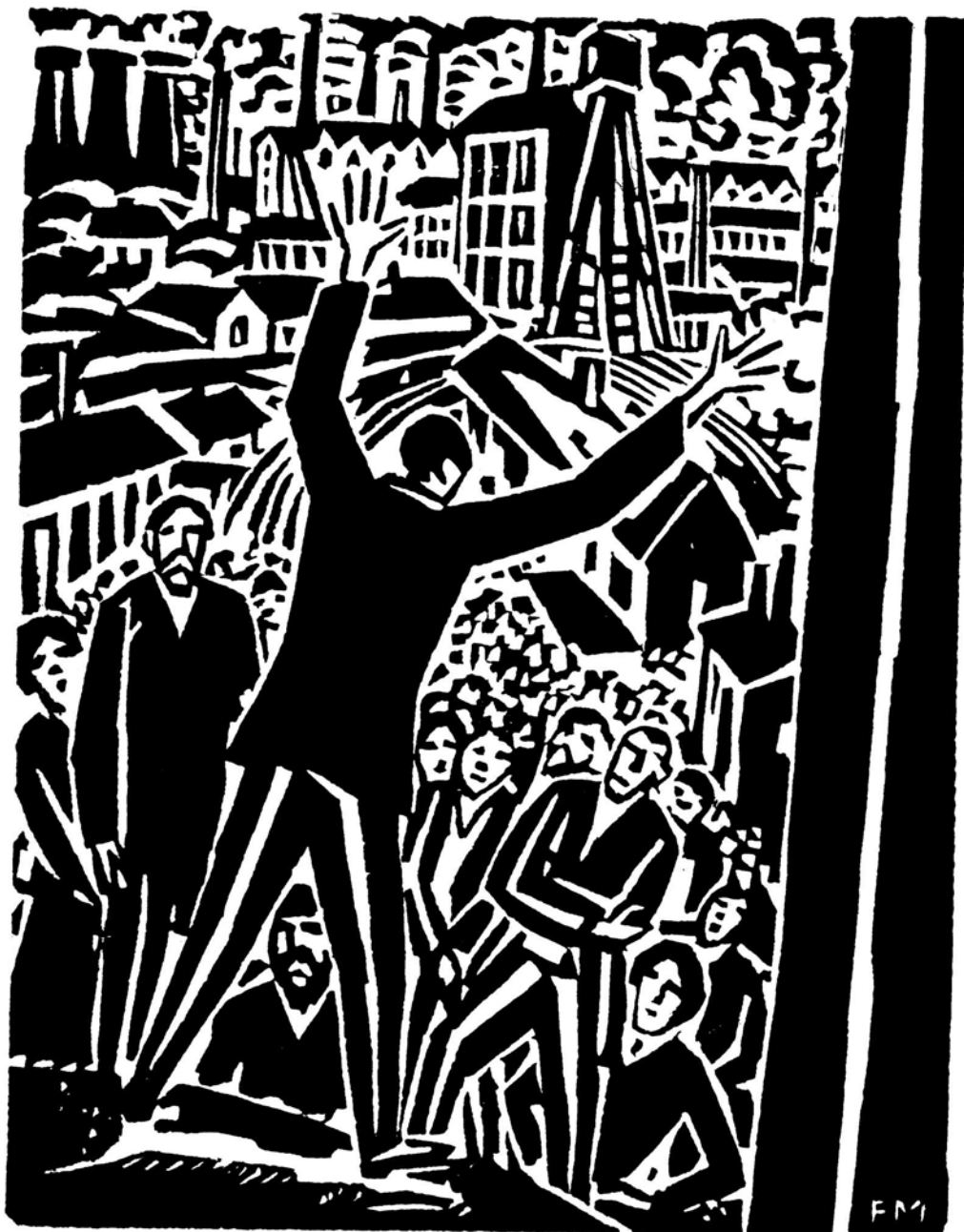
SE RÉAPPROPRIER ENSEMBLE L'AVENIR DE NOTRE MONDE

# ATTAC-LIÈGE

Trimestriel de liaison et d'information du groupe Attac-Liège (asbl) • n° 70 • novembre décembre 2012

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

Belgique -Belgie  
P.P.  
40-49 LIÈGE X  
P 204082



Frans Masereel, *La Légende d'Ulenspiegel*, 1926



## Nos rendez-vous

**Samedi 17 novembre 2012 : Les coûts du nucléaire**  
**Samedi 1<sup>er</sup> décembre Les nouveaux maîtres de l'école**

50 rue du Beau-Mur à 4030 Liège



## Attac-Liège

Centre liégeois du Beau-Mur,  
Rue du Beau Mur, 48  
4030 Liège  
Tél : 04 349 19 02  
info@liege.attac.be  
[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)

### Cotisations

- 7,5 euros pour les étudiants, chômeurs, temps partiels, retraités (ou 1,25 euros/deux mois\*)
- 15 euros pour les actifs ou 1,25 euros par mois\*)
- 30 euros pour les associations (ou 2,5 euros par mois\*)

Compte IBAN n°

BE70 0013 3246 2425

\* si vous optez pour l'ordre permanent

### Chers membres, chers sympathisants,

Nous vous devons des excuses. Par deux fois au moins, nous informations vous ont induits en erreur. Ceux qui se sont fiés à l'agenda du bulletin précédent seront venus en vain pour un 'débat postélectoral' le mercredi 17 octobre. Ceux qui ont fait confiance à l'agenda en ligne auront cru, à tort, que la formation de Vicky Goossens sur les organisations internationales commençait le 8 octobre et non le 12 novembre. Nous sommes désolés. Nous avons bien quelques circonstances atténuantes, mais ce n'est pas une raison. Nous espérons que cela ne se reproduira pas...

La coordination  
d'ATTAC-Liège

**E**h bien voilà, tout va bien, vous l'avez votre taxe Tobin... Vous pariez combien que nous allons y avoir droit quelques fois, de même que quand quelque allègement trompeur des dettes publiques des pays du Sud est annoncé, leur annulation est trompétée urbi et orbi. Mais non, pas du tout. Pas de taxe sur les transactions en devises, qui était l'objet de la proposition du sénateur états-unien, visant à stabiliser leur cours. Néanmoins, 11 des 27 pays de l'Union européenne se sont déclarés prêts à collaborer dans un mécanisme de collaboration renforcée en vue d'appliquer une taxe sur les transactions boursières et les produits dérivés (l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, l'Italie, le Portugal, la Slovaquie et la Slovénie ; la décision ne touche donc pas la City, ni d'ailleurs le Luxembourg). Interrogé sur l'usage qui serait fait de l'argent ainsi récolté, le président Hollande disait : 'Il est possible qu'une partie de cette ressource reste dans le pays qui a fait ce choix, mais il est aussi nécessaire que les pays de la coopération renforcée mettent en commun les produits de la taxe, de façon à les utiliser pour l'emploi, l'investissement, la formation et notamment celle des jeunes.' Il est probable que si cette taxe est jamais levée (et cela reste une hypothèse), les sommes dégagées serviront plutôt à rembourser les banques privées. Par ailleurs, allez dire après pareille déclaration que ce qui vous semble impératif, ce sont des programmes mondiaux d'accès à l'eau, à une culture respectueuse des sols, à l'enseignement, aux soins de santé... Entre-temps, l'Union européenne, incapable de se mettre d'accord sur ce type de taxe, mais parfaitement capable d'imposer partout des mesures d'austérité, se voit décerner le Prix Nobel de la Paix. Sonnez hautbois, claironnez trompettes ! Au moment où la crise financière s'est déclenchée, il y avait pourtant, pouvions-nous croire, une nouvelle unanimité : il était évident qu'il fallait taxer les transactions purement spéculatives, mettre hors circuit les paradis fiscaux, dissocier banques d'épargne et banques d'affaires, contrôler strictement le monde de la finance. Où en sommes-nous, bonnes

gens ?

Il est évident aussi, n'est-il pas, que production et consommation doivent être aussi locales que possible, que pour combattre la pollution (donc le changement climatique), il faut limiter les transports inutiles. C'est ainsi que pour l'instant la sidérurgie liégeoise, faute de hauts-fourneaux, est alimentée en brames (grandes plaques d'acier) et en coils (bobines de tôles) à partir de Dunkerque...

Il y a mieux, bien sûr, l'uranium, par exemple, ça ne pousse pas dans les pâturages du pays de Herve. Dans les comparaisons qui tentent de nous démontrer l'inévitabilité de l'énergie nucléaire, les coûts qui précèdent même la production d'énergie dans un réacteur sont rarement évoqués. Le samedi 17 novembre, nous abordons ce thème explosif.

Le samedi 1<sup>er</sup> décembre, toujours dans notre thème de l'année « Finance contre démocratie ? », nous nous tournerons vers la marchandisation de l'enseignement.

En janvier, nous nous informerons sur la politique financière de l'Union européenne et le rôle de la monnaie unique.

Pour suivre, nous inviterons des spécialistes de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Entre-temps, notre mission d'éducation se décline en plusieurs groupes de formation : Europe et démocratie à Verviers, ABCdaire à Huy, les organisations internationales et des séminaires sur différentes formes de démocratie à Liège. Nous proposons également des débats à partir de films ou de conférences filmées, à Verviers, à Liège, à Seraing...

Tout en étant attentifs aux événements internationaux et aux mobilisations qui, de Madrid à Florence, vont exiger un audit citoyen des dettes publiques pour échapper à l'étau absurde de l'austérité. La première à venir, c'est une grève générale et internationale ce 14 novembre. Chez nous aussi il y a de quoi s'indigner quand nous apprenons dans le même souffle (celui qui éteint les bougies) que des milliers d'emplois sont perdus et que les allocations de chômage vont décroître très rapidement...

## LE SAVOIR POUR TOUS ?

### Remettre en cause la « nouvelle école capitaliste »

**E**nseignement obligatoire et gratuit – c'est bien la base saine d'une éducation de citoyens capables d'exercer, en connaissance de cause et avec esprit critique, leurs droits démocratiques. Par ailleurs, comme l'écrit Nico HIRTT, «le monde de demain [ . . . a] besoin d'un très grand nombre de citoyens instruits, et de salariés dotés d'une qualification élevée leur permettant de concevoir et d'assurer de nouveaux modes de développement économique et de maîtriser les technologies les plus prometteuses, mais aussi les plus dangereuses» (1)

L'obligation est là, en Belgique jusque 18 ans, ce qui représente un véritable fardeau pour certains.

La gratuité, plus ou moins, avec des différences selon les réseaux.

Mais 'malgré le dévouement et l'investissement professionnel considérables de ses enseignants et personnels, notre école peine toujours à corriger les inégalités cultu-

relles et à satisfaire aux attentes d'aujourd'hui. L'ampleur des inégalités scolaires n'a pas varié depuis les années 1960. Pire, les écarts culturels et cognitifs sont multipliés par deux entre le début et la fin du primaire, au détriment des élèves d'origine populaire. Une proportion importante d'élèves . . . n'ont pas les acquis nécessaires pour tirer normalement profit de leur scolarité secondaire.'

Transmission des savoirs et éducation à l'esprit critique ont de moins en moins de place dans l'enseignement à tous les niveaux. Quel rôle jouent les organisations internationales ? Comment le privé s'insinue-t-il aux différents degrés de l'enseignement ? Nico Hirtt nous parlera des niveaux primaires et secondaires, et Jean-François BACHELET parlera des universités. Il fait partie du mouvement 'Universités en débat' (vous vous souvenez ? nous y avons consacré un petit article il y a deux numéros, <http://www.uni->

[vendebat.eu/](http://vendebat.eu/) ). Un bref extrait d'un article récent de Bachelet pour situer le propos : soulignant la distinction entre 'étude' et 'rapport', il y voit 'une bonne représentation symbolique de l'évolution de l'université. D'un côté l'institution, ancrée dans le long terme, qui n'a d'autre justification que d'être là pour étudier le réel, alimenter le savoir, le conserver et le transmettre. De l'autre, l'université up to date, dans l'air du temps, en prise directe avec lui et les urgences que sa fuite inexorable génère ; une organisation utile, non seulement productrice d'idées, mais aussi et surtout productive, « innovante » et compétitive.'

De cela, nous parlerons le samedi 1<sup>er</sup> décembre, lors de la journée «enseignement» du cycle «Finance contre démocratie ?», au local S100 du bâtiment universitaire, quai Roosevelt.

1. (voir <http://www.skolo.org/spip.php?article1255>).

## AGROCARBURANTS : L'UE RECONNAÎT S'ÊTRE TROMPÉE.

**C**omme nous pouvons le lire dans un article du Vif (1er octobre 2012), 'Oxfam a gagné. En 2007, il y a cinq ans déjà, l'ONG contestait la volonté de la Commission européenne d'imposer aux Etats membres un minimum de 10 % d'énergie renouvelable pour les transports à partir de 2020. Une intention qui a depuis été traduite en directives dont on mesure aujourd'hui de plus en plus les dégâts dans le monde entier : la ruée vers l'or vert a, selon Oxfam, contribué à la déforestation, appauvri les populations du Sud, provoqué une flambée des prix qui les affame et qui profite plus aux multinationales qu'aux agriculteurs. Tous ces dégâts sans rencontrer les objectifs déclarés de l'Europe, qui étaient de diminuer sa dépendance énergétique, de permettre au monde agricole de bénéficier de nouveaux revenus, et de diminuer l'émission de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, la Commission européenne s'apprête à brûler ce qu'elle a adoré : elle va sans doute ramener ce seuil de 10 à 5 %, et interdire toute aide après 2020 aux biocarburants (qui n'ont rien de bio) de première génération, produits avec des matières premières qui peuvent servir à l'alimentation.'

L'UE VERSE PLUS DE 50% DE L'AIDE AUX PAYS DU SUD





# UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'ATTAC-LIÈGE, samedi 8 septembre

au Centre culturel de Seraing

## Samedi 8 septembre 2012

La première matinée de ces deux journées de réflexion reprenait les deux termes rejetés de notre titre (dette ? austérité ?). Nos deux intervenants montraient d'emblée combien ils sont inadéquats et quelles autres voies devraient être empruntées : d'une part, un changement radical dans le système fiscal, d'autre part, l'audit citoyen.

**Thierry BODSON** (secrétaire général de l'interrégionale wallonne de la FGTVB) nous montre tout d'abord que les dépenses publiques sont relativement constantes, avec une légère augmentation due au contexte de crise et que la dette publique belge est limitée, en fait inférieure à ce qu'elle était au début des années 1990. Le point d'infléchissement correspond à l'application du traité de Maastricht qui impose une limite à l'endettement des états.

Un autre graphique permet de comprendre que l'endettement public, qui avait été parfaitement contrôlé pendant des décennies après 1945, s'envole en asymptote au début des années 1970, au moment où s'amorce un changement de politique, avec la libéralisation du secteur financier\* et des 'allègements fiscaux' considérables pour les gros revenus et les grandes entreprises, donc une diminution des recettes conséquentes.

Aujourd'hui, sous prétexte d'économies nécessaires, les pouvoirs publics rabotent ça et là des allocations sociales qui ne sont pas de l'«aide» mais un droit conquis par



les travailleurs, ceci pour des résultats financiers en définitive dérisoires (mais un résultat idéologique puissant).

Nous devons mettre en cause l'article 123 du traité de Lisbonne (mesure déjà présente dans le traité de Maastricht en 1992) qui « interdit à la Banque centrale européenne et aux banques centrales des Etats membres, ci-après dénommées 'banques centrales nationales', d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions, organes ou organismes de l'Union, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des Etats membres. »

Depuis que l'État ne peut plus se financer auprès de la banque centrale, la source principale de financement sont les obligations linéaires (titres OLO) à 5,2% ; dans le même temps, de 1992 à 2011, l'État belge a remboursé en intérêts de la dette un montant équivalent à 313 milliards d'euros. Si l'État belge avait pu emprunter à sa banque centrale les mêmes montants mais à un taux de 3 %, il aurait économisé 125 milliards d'euros en intérêts de la dette.

Nous devons contrer les politiques actuelles de réduction des dépenses sociales, des salaires et simultanément de la fiscalité sur les bénéficiaires de sociétés, refuser le contrôle des budgets imposés par les derniers accords et la concurrence insensée entre économies qui partagent une même monnaie. Pour cela, la première exigence est une harmonisation fiscale avec imposition progressive et application d'un impôt sur les sociétés s'élevant à 25% minimum. En taxant les plus values sur actions, en imposant à un taux progressif les revenus globalisés et en luttant contre la grande fraude fiscale, il est possible de dégager plus de 37 milliards.

**Myriam BOURGY** (secrétaire générale du CADTM Belgique) présente le travail du CADTM et la création récente d'un réseau international



pour étudier les conditions d'application d'un audit citoyen de la dette (ICAN). Elle rappelle la parution toute récente d'une étude d'Olivier Bonfond, *Et si on arrêta de payer ? 10 questions / 10 réponses sur la dette publique belge et les alternatives à l'austérité* (Aden). Le travail sur la dette des pays du Sud est toujours d'actualité (pensons à la Tunisie et à l'Égypte aujourd'hui). S'y ajoute l'endettement des pays du Nord.

Lorsque l'on parle d'audit de la dette, il s'agit d'ouvrir les livres de compte des États et d'exiger le détail des emprunts, de faire en sorte qu'il y ait un véritable contrôle sur le processus d'endettement. Quels prêts ont été contractés ? Par qui ? Avait-il la capacité de le faire ? Est-ce que l'argent qui a été emprunté a servi à l'objectif fixé au départ ? A-t-il été utilisé pour des investissements qui ont profité à la population ? Est-ce que le taux d'intérêt imposé était légal ? Etc.

L'audit de la dette peut être initié par le pouvoir législatif (comme au Japon ou aux Philippines), par l'exécutif (comme en Équateur) ou par le pouvoir judiciaire (comme en Argentine, à partir de la plainte du journaliste et avocat Alejandro Omos). Dans le contexte européen de complicité active des gouvernements dans des politiques d'endettement absurde, il faut une mobilisation citoyenne réclamant cet audit. L'audit citoyen de la dette est à la fois un outil d'éducation populaire et un instrument permettant (1) de démontrer que

.../...

# UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'ATTAC-LIÈGE, samedi 8 septembre

au Centre culturel de Seraing

certaines dettes sont illégales (contrevenant à des lois existantes), odieuses (violant les droits humains ou des textes fondamentaux comme le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), ou illégitimes (qui ne profite pas à la population dans son ensemble mais à une minorité) ; (2) d'en réclamer l'annulation. Des exemples manifestes de dette illégitime, ce sont ces emprunts conditionnels contractés afin de pouvoir

acheter du matériel vendu par le pays prêteur ou la dette résultant du sauvetage des banques.

Un peu partout en Europe, des mouvements s'organisent autour de cette revendication (en Irlande, le travail citoyen s'est concentré sur le sauvetage de la banque Anglo, en Belgique, sur les garanties accordées aux créanciers de DEXIA S.A.) La convergence se fait au niveau international, mais aussi entre différentes organisations (syndicats,

fonctionnaires du ministère des finances, en plus d'associations de citoyens comme le CADTM et ATTAC).

Aujourd'hui, l'alternative est claire : soit nous poursuivons sur la voie du remboursement et donc de l'austérité et d'une pauvreté accrue, soit nous remettons le remboursement en cause via un audit et donnons la priorité à la défense de nos conquits sociaux.

A nous de jouer !

# UNIVERSITÉ D'ÉTÉ D'ATTAC-LIÈGE, samedi 8 septembre



## Témoignages et débat: 14-16h30

L'après-midi du samedi, avant un concert époustouflant de 'C'est des Canailles', nous avons écouté les témoignages de trois membres d'ATTAC venant de pays durement touchés par la crise, l'Espagne, la Grèce et la Hongrie (le représentant du Portugal n'avait pu se libérer) :

Carlos Cuesta, Moisis Litsis et Matyas Benyik.

(Carlos s'exprimait en espagnol, traduction Charlotte Dumoulin et Perrine Mertens, Moisis et Matyas en anglais, traduction Christine Pagnouille)

*Dites-nous, comment percevez-vous la situation actuelle ?*

**Carlos** : La situation économique est catastrophique. La bulle de l'immobilier continue à grandir. 24% de la population active est au chômage, dont 52% parmi les jeunes. 20% de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les différents mouvements de protestation, les assemblées sur les places et dans les quartiers ont permis que les gens comprennent la situation et se rendent compte qu'ils sont nombreux à se trouver dans une situation de précarité. Les mesures d'austérité ne peuvent que conduire à la catastrophe et l'impression est que l'objectif du pou-

voir est d'amener la population à la résignation. Or le clivage entre le 1% qui s'enrichit et les 99% qui trinquent s'agrandit sans cesse.

**Moisis** : Les dernières élections en mai se sont tenues sous le signe d'une peur instillée et entretenue par les formations politiques en place et les médias dominants : un vote de rupture, répétaient-ils, signifierait l'éjection de l'Europe avec des conséquences terribles. Pourtant l'épouvantail de la sortie de la monnaie unique ne devrait pas fonctionner : peu importe que la monnaie grecque, ce soient des euros ou des drachmes, de toute façon les poches sont vides. Il n'y a pas d'argent, pas d'emploi, pas de sécurité sociale. Les jeunes, désespérés, cherchent à émigrer en Europe ou en Australie. Le chômage se monte à 30%, 55% parmi les jeunes. Pour les Grecs encore au travail, les salaires dégringolent. Le salaire minimum était de 750 euros, et il est passé à 586. Tous les jours, des gens font la file pour la distribution de nourriture. L'état s'est effondré. Officiellement il n'est pas en faillite, mais dans les faits, si. Les hôpitaux ne fonctionnent plus, les caisses mutuelles ne remboursent plus les médicaments sous prescription aux pharmacies, qui du coup ne les délivrent plus. De plus en plus d'automobilistes roulent sans assurance auto. Le taux de suicide monte en flèche. On nous dit : si nous sortons de l'euro,

.../... il n'y aura plus de médicaments, plus d'essence. Mais en fait, c'est comme s'il n'y en avait déjà plus. Un demi million de travailleurs n'ont pas été payés depuis des mois. Près de 70 000 entreprises ont dû fermer ces six derniers mois. Pourtant il faut toujours payer les factures, les impôts. Un mouvement de résistance local se développe en réaction aux factures sur l'énergie.

Du côté politique, si les dernières élections ont enregistré une montée spectaculaire de la coalition de gauche SYRIZA (de 5 à 27%), nous notons en parallèle une progression effrayante du mouvement néonazi Aube dorée, constitué de véritables gangs qui s'en vont tuer à gauche et à droite. Ce mouvement développe une rhétorique anti-capitaliste à l'instar des nazis dans les années 30. L'attente de la population est immense vis-à-vis de SYRIZA, or le risque est grand qu'il ne puisse que décevoir, et à ce moment-là plus d'électeurs encore se tourneront vers le mouvement nazi. La situation est comparable à ce qui se passait sous la république de Weimar. Il faut que se développe un mouvement paneuropéen contre le fascisme et le nazisme.

**Matyas :** La situation en Europe centrale et orientale est parallèle à celle des pays du sud de l'Europe, mais avec des spécificités : il y a 22 ans, l'effondrement du système précédent a très brusquement laissé la place à un capitalisme sauvage, ce qui a entraîné la fin du plein emploi, la privatisation des entreprises d'état, un appauvrissement soudain. Le taux officiel de pauvreté est de 12%, mais en fait un tiers de la population vit sous le seuil de pauvreté. Les sans emplois s'en vont cultiver leur parcelle de terrain à la campagne (désurbanisation). Beaucoup sont victimes de dérangement mental, qui s'accompagne parfois de tentatives de suicide, ou conduisent à une pension pour handicap.

Après 1989, la scène politique hongroise a vu éclore un grand nombre de partis. Les élections de 1990 ont été gagnées par un parti conserva-

teur de centre-droit, ce qui correspondait à l'aspiration naïve de la population à vivre comme en occident. Les 'socialistes' ont présidé aux privatisations et ont donc perdu toute crédibilité. Aujourd'hui, comme en Grèce, l'extrême droite se renforce. Le parti néonazi a engrangé 17% des voix et est le 3e parti au parlement. En 2010, un nouveau parti conservateur populiste, Fides, a obtenu la majorité absolue ; son premier ministre Viktor Orban peut faire ce qu'il veut, y compris changer la constitution. Le pays est dans une situation de semi-dictature, comme en Ukraine ou dans les républiques baltes. De nouveaux mouvements de résistance se sont constitués face à cet autoritarisme extrême. Notons essentiellement :

- 'Un million pour la liberté de la presse', une mobilisation pour défendre la liberté des médias, qui rassemble à peu près 100 000 personnes deux fois par an ;

- Solidarité, un mouvement de résistance syndicale (cf Solidarnosc), à partir de catégories de travailleurs qui défendent les avantages conquis aujourd'hui menacés ; la question est de savoir s'il va se présenter comme parti politique ou rester groupe de pression, ce qui a entraîné une scission ;

- le mouvement des Indignés / Occupy, peu de monde, mais s'inscrit dans la solidarité avec les autres mouvements ;

- tentative de mouvement de la gauche unifiée pour les élections de 2010, mais qui se heurte à la difficulté de travailler ensemble.

Pourtant, il est clair quelque chose de différent est en train de s'organiser et ATTAC Hongrie est un ferment qui y travaille.

*Que pensez-vous du système de démocratie représentative et comment serait-il possible de mettre en œuvre une forme de 'démocratie directe' ?*

Matyas : En Hongrie, sur 8 millions d'électeurs, la moitié seulement vont voter. La désaffection par rapport à cette forme de politique s'explique par trop de promesses non tenues. Un nouveau parti a pris

comme nom un slogan en écho au Forum social mondial (FSM) : 'Politics can be different'.

**Moisis :** Le dégoût du système constitue un danger réel, dans la mesure où il pousse vers l'extrême droite. Or le fonctionnement de l'UE est profondément anti-démocratique, les citoyens n'ont pas de prise sur ce qui s'y décide. La social-démocratie s'effondre et nous nous retrouvons devant une polarisation gauche radicale et extrême droite. Si la gauche ne donne pas de réponse claire, les gens se tournent vers l'extrême droite et ses réponses simplistes.

**Carlos :** Le problème ce n'est pas le système parlementaire, mais le fait que des parlementaires (élus) ont voté des lois qui donnent tout pouvoir à la finance. Internet permet de communiquer rapidement, facilement et peut donc être un outil de contrôle.

*Comment ces réunions de citoyens peuvent-elles fonctionner ?  
Peuvent-elles être préparées ?*

Moisis : Il y a des réunions spontanées et d'autres qui sont organisées par des militants de gauche. Dans une grande ville comme Athènes, il n'y a plus de vie de quartier comme par le passé, mais par immeubles on voit se recréer des solidarités. Sur la place Syntagma, les gens étaient opposés au système mais pas nécessairement de gauche. Les drapeaux verts en haut près du parlement indiquaient une tendance de droite. Dans le bas de la place se trouvaient des groupes de gauche, avec des économistes connus.

Pour conclure, nos trois intervenants rappellent l'importance des solidarités au niveau international et au niveau national. Il faut coordonner les différents mouvements de résistance, jeter des ponts entre les luttes.

Rendez-vous immédiat : Firenze 10+10 en novembre, l'AlterSummit, le travail de la Joint Social Conference, celui du réseau pour un audit citoyen...



## **Bruno PONCELET et Ricardo CHERENTI:**

*Le grand marché transatlantique*

Un rappel d'abord : l'espace européen est un espace exclusivement économique. Il n'est pas un espace social. Et c'est le libre échange qui est à la base de cet espace.

On constate que le thème du marché transatlantique est un thème qui est peu débattu dans les media, bien qu'il ne soit pas secret.

Le lancement de l'idée est à situer en 1990 lors d'un sommet USA-UE. À ce moment, il est décidé de faire un sommet tous les ans et de construire progressivement des politiques communes.

Après des années de refroidissement (en raison notamment de la guerre en Irak), le projet de construire un marché commun pour 2015 voit le jour. Derrière le concept de « marché », on doit comprendre qu'il s'agit de « laisser faire », d'empêcher les états d'intervenir.

Un des acteurs importants du transatlantisme, ce sont les lobbys des multinationales. Leur but est de faire passer au niveau international les législations locales. On y trouve la Chambre de commerce américaine ou le TPN (Transatlantic Policy Network), un réseau qui réunit entreprises et politiciens.

Le transatlantisme, ce sont aussi des accords contre le terrorisme. Avec le danger provenant du fait que c'est le pouvoir politique qui décide de ce qui est terroriste et de ce qui ne l'est pas, qui détermine le caractère légitime d'une pression sur le pouvoir politique. Des accords de coopération judiciaire ont notamment été conclus.

Vers quoi se dirige-t-on ? Vers un renforcement du pouvoir des multinationales. Plus un marché unifié est grand, plus les entreprises fusionnent et s'accroissent pour couvrir l'ensemble du marché. Par contre, ce qui n'est pas harmonisé, ce sont les législations fiscales et sociales. Les entreprises importantes mettent les pays en concurrence pour pousser ces pays à diminuer le coût du travail ou pour dégrader les conditions de travail. Quant à



l'environnement, il est considéré comme une contrainte par les multinationales. Le danger du grand marché, c'est la privatisation de la politique (les lois faites par et pour les multinationales) et l'éloignement du citoyen du pouvoir de décision.

## **Jean CORNIL:**

*Démocratie dévoyée*

Jean Cornil nous a dressé son parcours personnel pour illustrer que nous ne sommes plus en démocratie.

Il y a trente ans, Jean Cornil avait une vision classique du monde et faisait confiance à la social-démocratie pour réglementer le libéralisme. Le problème de la démocratie aujourd'hui, c'est la normalisation des esprits. Nos représentants ne savent pas penser l'impensable. Lorsqu'on sort du cadre social-démocrate, on est totalement incompris. Le personnel politique est incapable de sortir du système idéologique dominant. Et lorsqu'on connaît intellectuellement des choses, on n'y croit pas : « On ne croit pas en ce qu'on sait ».

Pour Jean Cornil, la dérégulation des écosystèmes est un problème central : Mais penser la politique en fonction de cette catastrophe prévisible n'est pas audible pour celles et ceux pour qui la science et la technique peuvent résoudre ce problème. Il cite Edgard Morin pour

qui « le probable, c'est la désintégration ».

Comment adapter nos structures à l'enjeu environnemental ? Il est certain qu'on va vers la décroissance. Mais est-ce que ce seront les moins nantis qui la subiront de plein fouet ou bien voulons-nous une décroissance partagée ?

Ce qui fait l'homme, c'est sa capacité de résistance. Les sources d'espérance sont à trouver dans les milliers de résistances qui s'expriment à travers le monde.

## **Jacques LE CACHEUX:**

*Au-delà de la concurrence fiscale ou sociale*

La concurrence fiscale en Europe est beaucoup plus forte que dans le reste du monde. Alors que le taux officiel d'imposition des bénéfices des sociétés est passé d'une moyenne de 50 % au début des années 1980 à 20 % en 2012, dans l'Union Européenne, les taux n'ont pas bougé dans les autres grands pays comme les Etats-Unis ou le Japon. La même tendance se dessine au niveau de l'impôt des personnes physiques.

Conséquences de cette concurrence :

- Les revenus les moins mobiles (moyens et bas salaires) subissent moins cette concurrence. Ce sont les revenus financiers et les gros revenus qui sont moins imposés ;
- La progressivité de l'impôt est

réduite et la taxation se déplace vers la consommation ;

→ La baisse des prélèvements est à l'origine de l'augmentation de la dette publique en Europe.

Les institutions qui facilitent la concurrence fiscale :

→ Les états nationaux gardent la compétence sur la fiscalité dans la mesure où, dans l'UE, la fiscalité est un domaine où les décisions doivent être prises à l'unanimité ;

→ Les multinationales grâce à l'optimisation fiscale déplacent les bénéfices imposables dans les pays où la taxation est la plus faible : cela ne nécessite qu'un jeu d'écritures.

Comment sortir de la concurrence fiscale ?

→ Sortir de la règle de l'unanimité ;

→ Faire des coopérations renforcées entre certains pays ;

→ Obtenir un seuil minimum à l'impôt des sociétés ;

L'Europe s'est organisée sur base du principe de la concurrence entre entreprises et entre états.

On voit où cela nous conduit. Ce choix doit être réversible.

## Jacques GÉNÉREUX:

*La nécessaire utopie*

Nous savons que nous pouvons faire autrement et on le peut.

C'est au niveau de l'Europe qu'on a le plus exploité l'idée qu'on ne peut rien faire, qu'il n'y a pas d'alternative au modèle dominant. La victoire de la droite néo-libérale dans les années 1980 est à l'origine de tout cela.

La mondialisation néo-libérale est un processus politique entièrement commandé par les gouvernements nationaux.

Si on peut faire autrement, que faire ?

L'Etat dispose de moyens de financement :

→ l'impôt,

→ l'appel public à l'épargne des ménages,

→ l'emprunt auprès de banques privées.

Ce qui incite à la spéculation, c'est l'incertitude des marchés. Il aurait mieux valu annoncer (par exemple, dans le cas de la Grèce) qu'une partie seulement de la dette pourra être remboursée et se mettre ensuite d'accord sur un taux d'intérêt acceptable.

Il suffit qu'un seul pays décide cela pour éviter l'austérité généralisée. Ce qui compte, c'est la volonté politique.

Malheureusement, il ne suffit pas de savoir faire autrement. Il faut une majorité politique pour soutenir ce projet. La culture du mérite ou la servitude volontaire des travailleurs sont ancrées en profondeur et empêchent de penser, d'imaginer le changement.

Ce qui complique la mise en place d'un tel changement est le fait que le principal talent attendu des hommes et des femmes politiques n'est pas de défendre l'intérêt général, mais la capacité de battre ses « amis » politiques pour avoir une place au sein de son parti et, ensuite, de vaincre ses « ennemis » politiques pour arriver au pouvoir. Pour Jacques Généreux, la contestation devra venir des formes de mobilisation radicales contre les politiques menées par les gouvernements. L'espérance réside dans la fraction de la population qui se mobilise pour le changement.

Nous nous trouvons à un moment historique où le système est bloqué. La pensée unique refuse de faire ce constat. Voici le pari de Jacques Généreux : Au moment où le système changera par l'un ou l'autre déclencheur, la vitesse du processus pourra, alors, être très rapide.

## DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DANS NOTRE PETITE BELGIQUE

(synthèse de la 2<sup>e</sup> partie de l'article de Vicky Goossens)

Ça ne va pas ?... Non! Les indices de confiance sont dans le blues. Les faillites s'amoncellent et des entreprises en boni se font la malle...

Nous vous avons promis une 2<sup>e</sup> partie, la voici, en raccourci.

La Belgique au pied et à l'ordre S'interroger sur les mesures de compromis à la belge 2011-2012 quand on sait ce que l'Union européenne nous a mitonné. Mais voyons ce que cela donne chez nous.

"Croissance intelligente, durable et inclusive" ?

La croissance qui avait atteint 1,8%

du PIB européen en 2010 est retombée à 1,6 en 2011. Les chiffres correspondants pour la Belgique se montaient à 2,3 et 1,9 %, soit un résultat comparativement favorable. Néanmoins, au dernier trimestre 2011, ils indiquent une dégradation qui se confirme à ce jour et explique la baisse d'activité constatée surtout dans le secteur industriel. Le chiffre de croissance annoncé pour 2012 est de 0,1%. Ce ralentissement se traduit par un tassement de la demande de consommation malgré un accroissement de l'endettement des ménages qui passe de 39,7% à 53,7% du PIB de 2010 à 2011, alors que le prêt immobilier a tendance à se durcir. En ef-

fet, les achats de terrains et maisons neuves se sont contractés, de même, récemment, que les investissements de rénovation suite à la suppression de certaines aides publiques. Par contre les entreprises ont plutôt tendance à se désendetter et à s'autofinancer face à un climat bancaire qui se raidit à leur égard. Néanmoins, 10.000 d'entre elles ont fait faillite en 2011 générant une perte de 25.000 emplois. Malgré une stabilisation des prix des denrées alimentaires, le prix très élevé des produits énergétiques explique une inflation supérieure en Belgique que dans les autres pays-membres. L'indice-santé a grimpé de 3,1% en 2011.



## DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DANS NOTRE PETITE BELGIQUE

En matière d'emploi, la statistique officielle sur le chômage ne donne plus d'indication crédible sur la dimension réelle de l'exclusion, voire de la misère humaine. Sans compter les sanctionnés, les non admis... 1.287.188 allocataires sont, directement ou indirectement, à charge de l'ONEm. Depuis les politiques d'activation, ceux-ci passent régulièrement d'une catégorie à l'autre. Parmi eux, 423.000 travailleurs à temps partiel, chômeurs temporaires, "activés", etc., cachent le problème réel de l'emploi. Nous assistons ainsi à une réduction de la durée moyenne du temps de travail, non par volonté de partage du travail, mais par l'exploitation des plus fragiles tels que les travailleurs pour titres services, les intérimaires, les crédit-temps des plus de 50 ans... Une recherche récente sur les chômeurs soumis aux entretiens d'activation montre que sur 100% d'entre eux, 22% sont reclassés dans les programmes Activa, Sine... ; 20% retrouvent un emploi non subventionné (mais lequel ?) ; 29% glissent vers l'aide sociale ; 4% sont reconnus malades ; 2% deviennent indépendants (pour combien de temps ?) et 46% disparaissent de toute base de données. Voilà comment réduire les chiffres du chômage, apaiser le bon peuple et répondre aux attentes de la stratégie de Lisbonne. Voilà pourquoi la dualisation s'accélère, les banques alimentaires sautent, les structures d'accueil explosent et les dépenses publiques passent d'un secteur à l'autre.

Sur le plan des finances publiques, le déficit s'élève à 4,2% du PIB, ce qui revient à 0,6% de plus que ce qui était convenu avec la Commission. (Pas de quoi en faire un fromage !) La dette publique, qui pour rappel gravitait encore autour de 134% du PIB en 1993, a été réduite jusqu'à 84,1% en 2007 pour remonter de plus ou moins 5% l'an jusqu'en 2010. Elle s'établit à 98,6% fin 2011. Ce "dérageage budgétaire" (pour employer le jargon européen) serait à imputer à plusieurs facteurs : la liquidation du Holding Communal, les tranches de prêt accor-

dées à la Grèce, l'Irlande et le Portugal, le ralentissement de la croissance et la rapidité récente des remboursements fiscaux.

Toutefois, les bonnes nouvelles qui risqueraient d'apaiser notre panique ne nous sont guère expliquées. D'abord une bonne nouvelle à double face : l'État belge a levé près de 3 milliards d'emprunt à trois mois, à des taux négatifs ! Les investisseurs deviennent-ils subitement désintéressés, solidaires ou idiots ? Non ! Il s'agit de prudence : seul l'État rembourserait en cas d'effondrement du système financier ; de même il peut s'agir d'un placement de défiance vis-à-vis de l'union monétaire européenne. Donc un sentiment d'insécurité.

L'autre bonne nouvelle, la position créditrice de la Belgique envers l'étranger grâce aux particuliers dont le patrimoine financier, toujours plus concentré, emporte la palme d'or au hit parade de la richesse estimée en % du PIB, au sein de l'Union européenne. Qui s'interroge encore sur la difficulté d'organiser la résistance dans notre riche petit pays ?

Mesures fiscales et sociales 2012-2014

Pour atteindre les objectifs qui ont été fixés par la Belgique, dont notamment le retour à un déficit de 2,8 % en 2012, le Gouvernement de coalition a planché sur un budget qui joue sur la fiscalité et la réduction des allocations sociales.

L'impôt sur les revenus financiers. Pas d'impôt sur la fortune, mais une Loi programme qui, notamment, impose à 25% les plus-values boursières détenues pendant moins d'un an. Peut-être s'agit-il d'un découragement aux placements spéculatifs à court terme, toujours est-il que le taux reste faible comparé à l'impôt sur les revenus du travail et qu'il n'y a pas de raison d'immuniser les revenus quels qu'ils soient. Les taux (dérisoires) de taxation sur les opérations boursières sont augmentés de 30%. Ce ne sera pas la vache à lait ! Les plus-values réalisées sur portefeuille commercial sont taxées comme impôt sur les sociétés. En

plus, une taxe de 6% supplémentaire aux 15% dus sur les intérêts sauf sur les carnets de dépôt et une seconde couche de 4% sur la tranche de revenus dépassant le seuil de 20.000 euros entrent en vigueur. Une disposition anti-abus étendant les moyens du fisc en vue de recouvrer l'impôt lorsqu'il y a eu violation d'une disposition fiscale est adoptée. Mais combien restent-ils de fonctionnaires pour l'appliquer ? Dans le cadre de la levée du secret bancaire, obligation est faite de communiquer les comptes à l'étranger, assortis de leur numéro au "Point de contact de la BNB" avant le dépôt de la déclaration à l'IPP 2012 et dans cette même déclaration dès 2013. Mais quelles sont les sanctions prévues ?

Les mesures budgétaires concernent aussi les sociétés, leurs actionnaires et directeurs. Ainsi, l'intérêt notionnel subit une baisse du taux de déduction passant de 6 à 3%. Ce n'est ni la suppression du système, ni l'assortiment à des clauses d'emploi mais c'est un début d'atteinte aux revenus de l'actionnaire. Les forfaits pour avantages de toutes natures sont revus (voiture de société, logement, ...). Une réduction de la déduction sur la cotisation-employeur pour les pensions du deuxième pilier et un impôt supérieur lors de la distribution sont établis. L'impôt sur les stock-options non cotées passe de 15 à 18% mais aucune mesure ne concerne les bonus et les hauts salaires !

Les petits ne sont pas épargnés, l'environnement non plus. Certaines mesures fiscales écologiques sont supprimées ou réduites pour 2013. L'incitant fiscal n'étant pas la mesure la plus démocratique, notre pression à la défense de l'écologie devra inventer des alternatives publiques plus communautaires. Le projet de taxe sur les billets d'avion est oublié. La mise en application de la TVA sur les frais de notaire et d'huissier alourdit la facture du citoyen au moment où l'immobilier risque de patiner et où les défauts de paiement s'accroissent. La lutte contre la fraude sociale sera renfor-.../...

## DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DANS NOTRE PETITE BELGIQUE

.../...

cée. Le tabac, l'alcool coûteront plus cher, la taxe sur l'usage de décrodeurs aussi. Les titres-services seront augmentés de un euro sans qu'il ne soit mentionné d'augmentation pour les travailleurs correspondants. Les régressions subtiles, par petites touches, se poursuivent : réduction de dépenses en soins de santé, extinction progressive des prépensions sauf en cas de licenciement-restructuration (âge requis 52 ans), réforme, pour ne pas dire suppression, de la pension anticipée, dégressivité renforcée des allocations de chômage jusqu'à des minima forfaitaires, al-

longement du stage d'insertion (d'attente), élargissement de la zone de mobilité dans la recherche d'emploi... Enfin, une grande victoire mais fragile à terme : les Belges conservent l'indexation de leurs salaires et allocations.

Le budget aura été bouclé grâce aux 11,3 milliards piochés à raison de 34% sur la fiscalité, 42% sur les dépenses publiques et les 24 autres, sans doute, dans la restructuration des services publics, le non-remplacement des départs à la retraite, la baisse des investissements,... ? Autrement dit un peu plus de recettes publiques grâce à des ajustements

mineurs sur l'injustice fiscale et plus de restrictions dans les dépenses publiques, c'est-à-dire ce qui contribue à la redistribution de la richesse. Ces mesures d'épiciers répondent, dans un magma de compromis et d'incohérence, aux exigences renforcées de l'UE sur la "Stratégie Europe 2020". Nous désespérons d'entrevoir quelques courageux représentants s'engager dans la défense d'une véritable réforme financière, économique, écologique, sociale et démocratique à la mesure de l'urgence de la situation.

## L'ERIKA ET LE PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

**L**Erika, vous vous souvenez ?, c'est ce pétrolier sous pavillon de complaisance, affrété par la société Total, qui a fait naufrage en décembre 1999 au large de la Bretagne alors qu'il transportait 37 000 tonnes de fioul lourd.

Ce 25 septembre, la cour de cassation de Paris a non seulement confirmé toutes les condamnations pénales déjà prononcées mais elle a ajouté la notion de préjudice écolo-

gique, 'consistant en l'atteinte directe ou indirecte portée à l'environnement et découlant de l'infraction'. Donc juridiquement, pour qu'il y ait préjudice écologique, il faut 1. une dégradation de l'environnement, 2. que l'entreprise ait commis une faute, 3. un lien de causalité directe entre les deux.

La victime est donc l'environnement, il s'agit d'une modification importante de perspective. 'Désormais, les entreprises devront, dans

leur évaluation du risque financier, prendre en compte le risque écologique. Il faudra donc que la science économique prenne à bras le corps la question de l'évaluation de ce risque, afin que l'entreprise puisse mieux évaluer le rapport coût/avantage. Par exemple, pour réaliser que le risque de faire disparaître un pétrolier en mer n'est pas rentable.' (Nouvel Observateur, 25 septembre 2012)

## SIDÉRURGIE. SAUVER LE CHAUD ET LE FROID !

(Cet article est la synthèse, par Eric Nemes, d'un exposé de José Verdin.. Voir la vidéo à l'adresse <http://www.youtube.com/watch?v=NGy591b2Stc>)

**S**ouvenez-vous, il y a juste un an pratiquement toutes les forces laborieuses de la Région liégeoise se mobilisaient et manifestaient en front commun pour le sauvetage d'une sidérurgie intégrée.

Aujourd'hui le silence des politiques et des syndicats est assourdissant !

Où en est-on? Le camarade José Verdin a, au nom du front commun syndical, construit et présenté un dossier en béton à Mittal et au Gouvernement wallon qui détient encore 0,3% du capital d'Arcelor Mittal. Cette analyse montre que le maintien du chaud (cokerie, agglomération, haut fourneau) et du

froid (12 lignes produisant les aciers les plus légers et les plus sophistiqués au monde) sera rentable à moyen terme. Le plan commercial et financier sur 5 ans, le dossier juridique, les ressources humaines, la protection et le redémarrage des outils,... toutes les dimensions du problème ont été analysées et résolues. Mais, Mittal ne veut pas vendre l'outil, il veut le démanteler, car son groupe a décidé d'investir en Asie dans des productions de masse et non dans des produits d'avenir.

En outre si la région voulait, comme dans la Sarre (Région allemande), prendre le risque, elle doit avec d'autres partenaires (Com-

munes, travailleurs, sidérurgistes, ...) investir un milliard d'euros du contribuable sur cinq ans et trouver un patron.

Agissons pour rassembler les compétences, les commerciaux, les entrepreneurs et surtout les volontés politiques. Nous devons les convaincre de sauvegarder cette colonne vertébrale de l'économie wallonne sur laquelle se greffent des centaines de PME et des milliers d'emplois !

Évitons, comme pour les trams, après avoir démantelé le réseau, de devoir dans 40 ans reconstruire l'outil et retrouver des compétences... perdues. Évitons ce gâchis socialement criminel !

# LE CHOIX DU NUCLÉAIRE

Christian Steffens  
Ingénieur Industriel

Consultant en Énergétique, Électricité et Électronique

Le 17 novembre, nous consacrons une journée d'étude aux coûts du nucléaire. Nous ne savons guère à quel point la question serait d'actualité en Belgique cet automne, avec les «myriades de fissures» dans des réacteurs de Doel et de Tihange, à l'arrêt. (C'est à l'article 23, place Emile Dupont.)

Il est intéressant de remarquer que des pays comme la Grèce, le Portugal, l'Italie, le Luxembourg, l'Autriche, le Danemark et la Norvège (pour ne parler que de l'Europe) n'ont jamais eu recours à l'énergie nucléaire. Ces choix sont basés sur des volontés populaires et politiques, mais aussi et surtout, sur des évaluations scientifiques et économiques rigoureuses.

Dans des pays comme l'Autriche, le Danemark et la Norvège, le niveau économique, la production industrielle et la qualité de vie sont au moins aussi élevés, si pas supérieurs, à ceux de pays fortement nucléarisés comme la France et la Belgique. De plus, ces pays non-nucléarisés couvrent entièrement et sans difficulté leurs besoins en électricité, sans dépendre de leurs voisins nucléarisés. Ceci démontre que le nucléaire n'est pas du tout indispensable, ni même favorable, au développement harmonieux d'une nation.

Il faut aussi rappeler que le nucléaire ne fournit, comme énergie

utile et utilisable, que de l'électricité (52% de l'électricité en Belgique, avant l'arrêt de Doel 3 et Tihange 2). Or l'électricité ne représente qu'une relativement faible part de toutes les énergies consommées dans un pays (cette part est de 20% en Belgique). Il faut donc multiplier le pourcentage d'électricité fourni par le nucléaire en Belgique par le pourcentage que représente l'électricité, pour obtenir la part réelle fournie par le nucléaire dans l'approvisionnement total en énergie ( $52\% \times 20\% = 10,4\%$ ).

Certains (les industriels du nucléaire et leurs lobbies, en général) mentionnent, à tort, une part supérieure, correspondant à l'énergie thermique générée par le cœur des réacteurs nucléaires... En réalité, et en tenant compte du très mauvais Rendement Énergétique des centrales nucléaires (RE = 30%), l'énergie utile nette (sous forme d'électricité réellement fournie au réseau) est bien plus faible qu'annoncée par ces sources... finalement peu fiables.

Il est à noter que pour 2010, la part relative du nucléaire dans la consommation d'énergie mondiale a même encore baissé. En effet, la production d'électricité nucléaire mondiale est restée à peu près stable en valeur absolue (du moins avant Fukushima), mais la consommation d'électricité mondiale ayant augmenté (surtout dans les pays

émergents), la part relative du nucléaire a donc chuté :

Part du nucléaire dans l'électricité mondiale : 13%

Part de l'électricité dans l'énergie mondiale : 17%

Part du nucléaire dans l'énergie mondiale :  $13\% \times 17\% = 2,21\%$ .

(Sources : AIE + AIEA + CEA)

Les résultats pondérés d'études scientifiques indépendantes (et donc fiables) portant sur le potentiel de réduction de la consommation d'énergie, ainsi que le potentiel de production des énergies renouvelables, valables pour les pays occidentaux (OCDE), montrent à quel point il est possible de réduire notre dépendance aux énergies fossiles, et se passer totalement du nucléaire, avec des technologies existantes et compétitives, et cela sans réduire notre production industrielle, ni notre PIB, ni notre confort.

Adresses utiles pour s'informer :  
<http://www.criirad.org/> (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité)  
<http://www.sortirdunucleaire.org/>  
<http://www.gazettenucleaire.org/> (réseau solidaire des énergies)  
<http://www.dissident-media.org/infonucleaire/>  
<http://www.stop-and-go.be/fr/>

## Prix Nobel de la Paix : l'art du paradoxe ?

Obama renforçait la présence militaire en Afghanistan, ne démantelait pas du tout la prison de Guantanamo, ni d'ailleurs ne supprimait les tribunaux militaires - allez, un prix Nobel ! L'Union européenne s'obstine à se saborder de partout : verrous à toute harmonisation fiscale et sociale, austérité qui accroît précarité et pauvreté, aplatissement devant des pratiques financières effarantes, compétition à tout va entre pays qui sont censés partager la même monnaie, plans d'ajustement structurel qui sont autant d'attaques contre les populations. Ah que voilà une institution qui mérite bien cette récompense convoitée !





# L'AGENDA D'ATTAC LIÈGE

[www.local.attac.org/liege](http://www.local.attac.org/liege)



**Mercredi 14 novembre**

**GRÈVE GÉNÉRALE INTERNATIONALE**

pour refuser l'austérité

**à 19 h.**

projection du film Margin Call,  
Salle du CRIE, rue Fusch (entrée dans le jardin botanique par le haut, descendre côté jardin le long des bâtiments)

Mercredi 14 novembre, à 19h00

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ». Quelle démocratie ? Premier épisode.

Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

**Jeudi 15 novembre, à 19h30**

Atelier-formation « ABCdaire d'économie politique, sociale et environnementale », par Vicky Goossens, économiste et membre d'Attac-Liège. Sur le thème « La confusion bien-être et croissance ou l'obsession de nos dirigeants ».

Au local du MOC, 6, avenue Albert 1er, à 4500 Huy

**Samedi 17 novembre, de 10h00 à 17h00**

Dans le cadre du cycle 'Finance contre démocratie ?', journée de formation sur le thème : « Les coûts du nucléaire ».

À la Salle Article 23, place E. Dupont, 1 à 4000 Liège

**Lundi 19 novembre, à 19h30\***

3e séminaire de la formation animée par Eric Nemes. Englebert Renier proposera un exposé sur le thème : « Démocratie, marché unique, fédéralisme : quelle Europe? »

**Vendredi 23 novembre, à 20h00**

Ciné-club autour du film Catastroïka. Ce documentaire incisif explore les conséquences de la liquidation totale de la Grèce. Il analyse les effets de la privatisation dans des pays développés et essaie de prévoir ce qui va se passer si le même modèle est appliqué à un pays sous surveillance économique, comme la Grèce qui a été sommée par l'Union européenne de lancer un programme de privatisations afin d'alléger le poids de sa dette.

Dans la salle du Centre culturel de Dison, 2, rue des Ecoles à Dison

**Samedi 1er décembre, de 10h30 à 17h00\***

Dans le cadre du cycle 'Finance contre démocratie ?', journée de formation sur le thème : « Les nouveaux maîtres de l'école. Tous les jeunes peuvent-ils accéder aux savoirs qui permettent de comprendre le monde et de participer à sa transformation ? » Avec Nico Hirtt et Jean-François Bachelet.

A l'Université de Liège, local S100, entrée par le quai Roosevelt (théâtre universitaire)

**Lundi 3 décembre, à 19h30\***

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège

**Jeudi 6 décembre, à 19h30**

Atelier-formation « ABCdaire d'économie politique, sociale et environnementale », par Vicky Goossens, économiste et membre d'Attac-Liège.

Au local du MOC, 6, avenue Albert 1er, à 4500 Huy

**Samedi 8 décembre, à 10h00**

Projection de Catastroïka, un documentaire de Katarina Kitidi et Aris Hatzistefanou, sur la catastrophe récurrente que représentent les privatisations un peu partout dans le monde.

Après le film, débat sur la privatisation des services publics, avec la participation de Myriam Bourgy, Secrétaire générale du CADTM.

Au Léonard da Vinci, 86, rue Cockerill, à 4100 Seraing

**Lundi 10 décembre, à 19h30\***

Séminaire animé par Vicky Goossens sur les organisations internationales.

**Mercredi 12 décembre, à 19h00**

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ». Quelle démocratie ? 2e épisode.

Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

**Lundi 17 décembre, à 19h30\***

Séminaire animé par Eric Nemes sur le thème 'Dictature des marchés contre démocratie'. Avec Jean Faniel.

Parmi les sujets qui seront abordés : syndicats, résultats des élections sociales en CE et CPPT, le contrôle ouvrier ou la participation... en Belgique !

**Lundi 7 janvier, à 19h30\***

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège

**Mercredi 9 janvier, à 19h00**

Rencontre dans le cadre du cycle animé par Englebert Renier : « Une Europe qui perd à être connue. Bientôt privés de démocratie et de services publics ? ».

Dans les locaux de DEFIS-Vesdre, 10, rue Lucien Defays à Verviers

**Lundi 14 janvier, à 19h30\***

Séminaire animé par Vicky Goossens sur les organisations internationales

**Jeudi 17 janvier, à 19h30**

Atelier-formation « ABCdaire d'économie politique, sociale et environnementale », par Vicky Goossens, économiste et membre d'Attac-Liège.

Au local du MOC, 6, avenue Albert 1er, à 4500 Huy

**Samedi 19 janvier, de ?? à ??**

Journée sur l'euro ?

**Lundi 4 février, à 19h30\***

Réunion du groupe de coordination d'Attac-Liège

**Lundi 11 février, à 19h30\***

Séminaire animé par Vicky Goossens sur les organisations internationales

## L'autre agenda

**Mercredi 21 et jeudi 22 novembre, de 10h00 à 17h30**

Deux journées de travail et d'échange pour discuter des expériences acquises et des problèmes rencontrés pour réaliser l'audit citoyen de la dette en Europe, en Afrique du Nord et au Brésil. La réunion se déroulera en trois langues (français, anglais, espagnol) avec traduction simultanée. La réunion est destinée à des personnes qui sont activement engagées dans l'audit citoyen de la dette.

L'inscription est obligatoire. Il faut l'envoyer à [jemie@cadtm.org](mailto:jemie@cadtm.org)

A la Maison des Associations Internationales, 40, rue Washington à 1050 Bruxelles

**Samedi 24 novembre, de 14 à 19h30**

'Et si on arrêtait de banquer ?'

Meeting sur les initiatives d'autodéfenses collectives et citoyennes contre la dictature des banques

A la Maison des Associations Internationales, 40, rue Washington à 1050 Bruxelles